

3° approuver jusqu'à concurrence de F 500 000 au maximum par décision, des dépenses quelconques ne relevant pas de la législation sur les marchés publics et portant sur l'accomplissement des missions de son administration, dans la mesure où il ne s'agit pas de subventions et les dépenses concernées ne résultent pas de jugements ou d'arrêts, de transactions ou de reconnaissances de dette.

Art. 10. La taxe sur la valeur ajoutée n'est pas comprise dans les montants visés par la présente section.

Section 3. — Délégations spécifiques

Art. 11. Le fonctionnaire dirigeant est habilité à :

1° accorder des subventions à concurrence de F 100 000 au maximum, conformément au régime de subventions existant;

2° signer l'ordre de paiement des trois premières tranches de la subvention, chacune à concurrence de 22,5 % du montant total subventionnable, si les subventions des activités culturelles régulières sont réglées en tranches.

Art. 12. Le fonctionnaire dirigeant de l'Administration des Arts est habilité à autoriser les prêts et les prêts temporaires des œuvres d'art inscrites à l'inventaire de la Direction des Arts plastiques et des Musées, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 mars 1951.

Section 4. — Dispositions communes

Art. 13. § 1er. Le fonctionnaire dirigeant sous-délègue les compétences déléguées concernées, de commun accord avec le secrétaire général, aux fonctionnaires de son administration jusqu'au niveau le plus fonctionnel. Toute sous-délégation est communiquée à la Cour des Comptes et au Ministre.

§ 2. En cas d'exercice des délégations visées aux sections 2 et 3 du présent chapitre, le délégué appose au-dessus de son grade et de sa signature la formule « Au nom du Ministre flamand chargé des établissements de santé ».

Art. 14. L'exercice des compétences visées aux sections 2 et 3 fait l'objet d'un rapport d'activité trimestriel adressé au Ministre par l'entremise du secrétaire général.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 15. Sont abrogés :

1° pour ce qui concerne la Communauté flamande, l'arrêté ministériel du 9 mars 1951 accordant une délégation en matière de dépôts et de prêts d'œuvres d'art;

2° l'arrêté ministériel du 24 mars 1988 portant délégation de compétences au fonctionnaire dirigeant de l'administration de l'enseignement et de la formation permanente du Ministère de la Communauté flamande;

3° l'arrêté ministériel du 19 mars 1992 portant exécution de l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, pour ce qui concerne l'administration des Arts et l'administration de l'Animation socio-culturelle du Ministère de la Communauté flamande;

4° l'arrêté ministériel du 19 mars 1992 relatif à la délégation de compétences en matière d'octroi de subventions, à certains fonctionnaires dirigeants du Ministère de la Communauté flamande.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 janvier 1994.

H. WECKX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

F. 94 — 956

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

19 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, alinéa 1^{er}, 5^o, b, et 37, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment les articles 80 à 83;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés, modifié par l'arrêté ministériel du 6 février 1979 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 1993;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget, donné le 26 mars 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur sans délai afin d'assurer la maîtrise des subventions qui sont allouées aux centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés;

Sur la proposition du Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;
Vu la délibération de l'Exécutif du 29 mars 1993,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5, § 1^{er}, 1^o de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1966 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres de formation ou de réadaptation professionnelle pour handicapés, modifié par l'arrêté ministériel du 6 février 1979, est complété par la disposition suivante :

« ...; le Conseil de gestion peut néanmoins, sur base des justifications données par le demandeur, porter la superficie prise en considération à 15 m² par handicapé lorsque le centre dispense une formation dans les secteurs primaire ou tertiaire et à 20 m² par handicapé lorsque le centre dispense une formation dans le secteur secondaire. »

Art. 2. L'article 5, § 3 du même arrêté est complété par un alinéa 2^o rédigé comme suit :

« Le nombre de m² effectivement bâtis pris en considération pour l'octroi du subside dans le coût d'achat de bâtiments ne peut toutefois pas dépasser 150 % de la superficie qui, compte tenu du nombre de handicapés en fonction duquel le Fonds intervient, eût été prise en compte en vertu des dispositions du § 1^{er}, 1^o pour la construction de bâtiments. »

Art. 3. L'article 16 du même arrêté est abrogé.

Art. 4. L'article 15 bis du même arrêté inséré par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1990 devient l'article 16.

Art. 5. Le présent arrêté est applicable pour la première fois aux demandes afférentes à l'année 1992, à l'exception de l'article 3 qui produit ses effets, pour la première fois, aux demandes afférentes à l'année 1993.

Art. 6. Le Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 avril 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président de l'Exécutif,

B. ANSELME

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 94 — 956

19 APRIL 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 6, lid 1, 5^o, b, en 37, lid 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op de artikelen 80 tot 83;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 6 februari 1979 en bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Fonds van de Franse Gemeenschap voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister belast met de Begroting, gegeven op 26 maart 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is dat de bepalingen van dit besluit zonder verwijl in werking treden om de toekenning van de toelagen aan de centra voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen onder controle te houden;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake gehandicapten behoort;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 29 maart 1993 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5, § 1, 1^o van het ministerieel besluit van 22 september 1966 houdende vaststelling van de criteria van toekenning der toelagen voor de oprichting, de vergroting, de inrichting en het onderhoud van de centra voor beroepsopleiding of omscholing van minder-validen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 6 februari 1979, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« ...; de Raad van beheer kan, op basis van de rechtvaardigingsgronden aangevoerd door de aanvrager, de in aanmerking genomen oppervlakte op 15 m² per gehandicapte brengen, wanneer het centrum een opleiding geeft in de primaire of tertiaire sectoren, en op 20 m² per gehandicapte, wanneer het centrum een opleiding in de secundaire sector geeft. »

Art. 2. Artikel 5, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt :

« Het werkelijk bebouwd aantal m' dat voor de toekenning van de toelage in aanmerking wordt genomen in de kosten van aankoop van de gebouwen kan evenwel niet 150 % van de oppervlakte overschrijden die, rekening houdend met het aantal gehandicapten op grond waarvan het Fonds tegemoetkomt, in aanmerking zou zijn genomen krachtens de bepalingen van § 1, 1^o, voor het optrekken van gebouwen. »

Art. 3. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 15 bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1990, wordt artikel 16.

Art. 5. Dit besluit is toepasselijk voor de eerste keer op de aanvragen met betrekking tot het jaar 1992, met uitzondering van artikel 3 dat voor de eerste keer uitwerking heeft voor de aanvragen met betrekking tot het jaar 1993.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake gehandicapten behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 april 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

B. ANSELME

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 957 (93 — 2349)

[C — 31112]

20 JULI 1993 — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot vaststelling van de taalkaders van het Brussels Instituut voor Milieubeheer. — Errata

In de bijlage van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 1993 tot vaststelling van de taalkaders van het B.I.M., verschenen in het *Belgisch Staatsblad* nr 205 van 8 oktober 1993, blz. 22096, dient als volgt gelezen te worden :

- in de 3e trap van de hiërarchie, in de kolom met als opschrift « Franstalig kader — aantal betrekkingen » 16 in plaats van 20;
- in de 3e trap van de hiërarchie, in de kolom met als opschrift « Nederlandstalig kader — aantal betrekkingen » 7 in plaats van 9;
- in de 4e trap van de hiërarchie, in de kolom met als opschrift « Franstalig kader — aantal betrekkingen » 22 in plaats van 18;
- in de 4e trap van de hiërarchie, in de kolom met als opschrift « Nederlandstalig kader — aantal betrekkingen » 11 in plaats van 9.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 957 (93 — 2349)

[C — 31112]

20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les cadres linguistiques de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement. — Errata

A l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 1993 fixant les cadres linguistiques de l'I.B.G.E., paru au *Moniteur belge* n° 205 du 8 octobre 1993, page 22096, il faut lire :

- au 3e degré de la hiërarchie, dans la colonne intitulée « Cadre français — nombre d'emplois » 16 au lieu de 20;
- au 3e degré de la hiërarchie, dans la colonne intitulée « Cadre néerlandais — nombre d'emplois » 7 au lieu de 9;
- au 4e degré de la hiërarchie, dans la colonne intitulée « Cadre français — nombre d'emplois » 22 au lieu de 18;
- au 4e degré de la hiërarchie, dans la colonne intitulée « Cadre néerlandais — nombre d'emplois » 11 au lieu de 9.